

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Constitution, histoire, crise (UE) > **Et un, et deux, et trois « non » : maintenant on reconstruit !**

Et un, et deux, et trois « non » : maintenant on reconstruit !

vendredi 20 juin 2008, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juin 2008).

Le 12 juin, le peuple irlandais, seul autorisé à se prononcer, a rejeté par référendum le traité de Lisbonne, copie conforme du Traité constitutionnel européen. Les Français et les Néerlandais avaient rejeté celui-ci en 2005, pour les mêmes raisons : le refus d'une construction européenne néolibérale, militariste et anti-démocratique. Les réactions des dirigeants européens, dont Nicolas Sarkozy, indiquent qu'ils se préparent une nouvelle fois à tourner le dos à l'expression populaire.

Nous avons organisé une campagne de grande ampleur pour le « non de gauche » en 2005. Nous nous sommes mobilisés pour un référendum en France et contre le traité de Lisbonne il y a quelques mois. Nous avons mené de nombreuses autres initiatives face aux attaques de l'Union européenne contre les droits sociaux. Dans les mois qui viennent, le « non » irlandais doit être l'occasion de relancer notre action pour une autre Europe. Cela d'autant plus que débute au 1^{er} juillet la présidence française de l'Union européenne. Dans cette perspective, nous appelons l'ensemble des militants d'Attac et les comités locaux à se mobiliser.

Dès à présent, et durant toute cette présidence, nous ferons entendre d'autres voix, tout d'abord pour le respect de la décision souveraine du peuple d'Irlande. Le rejet du traité par tous les peuples qui ont pu se prononcer par un référendum doit être l'occasion d'un grand débat public sur la construction européenne. Nous demandons, avec les Attac d'Europe, qu'un nouveau traité européen soit élaboré par une assemblée élue directement par les citoyens, avec la participation effective des Parlements nationaux, et adopté par référendum dans chaque État membre. Ce traité devra permettre de tout remettre à plat et de fonder ensemble une Europe démocratique, écologique et solidaire, remettant le pouvoir monétaire et financier à sa place : subordonnée.

En même temps que nous exigeons une remise à plat de tous les traités européens, il nous faut résister aux attaques contre les droits sociaux et imposer d'autres politiques, pour une Europe capable de répondre aux crises financière, sociale, écologique et alimentaire qui frappent le monde entier.

Pour cela, de nombreux outils d'éducation populaire sont d'ores et déjà prévus :

- un modèle de lettre à envoyer au président de la République pour exiger le respect du « non » irlandais (cf. ci-dessous) ;
- un 4 pages sur la présidence française de l'UE ;
- un livre d'Attac France sur l'Europe et une brochure des Attac d'Europe faisant suite aux « Dix principes » ;
- en projet, un observatoire sur la présidence française de l'UE, à l'initiative de l'AITEC et avec le soutien, entre autres, d'Attac.

Et des initiatives altermondialistes se tiendront sur les principaux dossiers de cette présidence :

- « Rassemblement pour une PAC légitime et une agriculture paysanne durable dans un monde solidaire », les 20 et 21 septembre 2008 à Annecy ;
- Sommet citoyen Migrations, « des ponts pas des murs », les 17 et 18 octobre à Paris ;

- « Énergie et climat », fin novembre, en écho au sommet de Poznan en Pologne, où se tiendra le prochain sommet international sur le climat.
- Le collectif pour une autre Europe, initié par un ensemble d'organisations associatives, syndicales et politiques, dont Attac, travaillera notamment à une convergence du mouvement altermondialiste pour une autre Europe à l'occasion du contre-sommet européen du 6 décembre 2008 à Paris, ainsi qu'à la préparation d'un 4 pages pour mettre l'accent sur le grand oubli de la présidence française de l'Union : l'Europe sociale.

Au niveau européen, le Forum social de Malmö, du 17 au 20 septembre 2008, sera l'occasion d'un rassemblement important en vue de poursuivre des campagnes jusqu'à un échelon européen, avec l'objectif, en particulier, d'une mobilisation sur l'Europe sociale en mars 2009.

D'ici les élections européennes de juin 2009, tandis que s'intensifient la fracture entre la construction européenne et les citoyens et la crise systémique du néolibéralisme dans le monde, le mouvement altermondialiste fera entendre sa voix pour une autre Europe, dans un monde démocratique, écologique et solidaire.

Le bureau d'Attac France

Lettre au Président de la République

La lettre à envoyer est en pièce jointe (reproduite ci-dessous). Elle est également en ligne (<http://france.attac.org/spip.php?article8677>). Il suffit de l'envoyer au palais de l'Élysée (55, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 Paris) en indiquant la date et votre nom. Pour avoir une estimation du nombre de démarches effectuées, nous vous demandons d'envoyer un message à europe08.attac.org en confirmant votre envoi. Nous vous rappelons que les courriers adressés au Président n'ont pas besoin d'être affranchis. Merci.

2008

M. Nicolas Sarkozy

Président de la République

Palais de l'Élysée

Monsieur le Président,

Le 12 juin 2008, les citoyens irlandais se sont opposés, par référendum, à la ratification du traité de Lisbonne. Ce traité ne peut juridiquement être adopté par l'Union européenne, puisque désormais au moins un État s'y oppose.

Le 1^{er} juillet 2008, vous deviendrez, pour six mois, le président du Conseil européen. À ce titre, nous vous demandons de proposer aux chefs d'État ou de gouvernement de suspendre le processus de ratification, comme en 2005 après les « non » français et néerlandais.

L'Union européenne doit tenir compte du vote des Irlandais : après celui des Français et des

Néerlandais, il exprime un refus de l'orientation politique mise en œuvre par l'Union européenne et présente dans le projet de Traité constitutionnel européen, puis dans le traité de Lisbonne.

Vous n'avez pas souhaité permettre au peuple français de se prononcer directement sur la ratification du traité de Lisbonne. Nous avons dénoncé cette peur de l'expression citoyenne.

Aujourd'hui, les seuls citoyens européens consultés se sont clairement exprimés. C'est pourquoi nous vous invitons, Monsieur le Président, à utiliser tout le poids de la France en vue de l'ouverture d'un débat au sein de l'Union européenne, avec l'ensemble des États membres, leurs citoyennes et leurs citoyens, sur l'orientation politique de l'Union ; en particulier sur un nouveau traité permettant un fonctionnement plus démocratique et favorisant des politiques orientées vers la justice sociale, les réponses à l'urgence écologique et des relations internationales basées sur la solidarité.

Les « non » français, néerlandais, puis irlandais révèlent une crise politique de l'Union européenne.

Plus le traitement de celle-ci sera reporté, plus elle s'aggravera et menacera le processus de construction européenne auquel, avec l'immense majorité de nos concitoyens, nous sommes attachés. Nous vous prions, Monsieur le Président, de croire à l'assurance de notre très haute considération.